

Appel à communication
Journée d'études – Espaces (trans)formatifs

26 juin 2018

Institut de Formation aux Métiers Educatifs

Nîmes

Nous avons le plaisir de vous inviter à une journée d'études portant sur les espaces (trans)formatifs. Cette journée se déroulera le 26 juin 2018 à l'IFME (Institut de Formation aux Métiers Educatifs) à Nîmes.

Cette journée a pour objectif de faire émerger une réflexion interdisciplinaire, afin de saisir les changements advenus ou en train d'advenir, dans les espaces sociaux dont la finalité est de former ou de transformer les individus. Ayant une fonction sociale importante pour le développement et le maintien des sociétés contemporaines, ces espaces connaissent aujourd'hui des reconfigurations qui se jouent à des échelles variées, tant interindividuelles, locales, nationales qu'internationales et qui mobilisent des actrices et acteurs fort différents.

A ce titre, nous souhaitons que cette journée soit un lieu de rencontres et d'échanges permettant d'envisager comment ces espaces sociaux sont amenés à la fois à se réinventer et à (trans)former les actrices et acteurs qui les composent.

Argumentaire

Les reconfigurations actuellement à l'œuvre dans des espaces ayant traditionnellement une fonction de formation ou de transformation des individus, comme les lieux d'apprentissage ou de sociabilité, sont analysées dans de nombreux travaux, s'intéressant notamment aux déclinaisons concrètes de ces changements, aux logiques spécifiques qui les soutiennent ou encore à leurs effets sur les individus tant sur un plan social qu'affectif.

Les espaces en question sont des lieux de socialisation qui transmettent des manières de faire, de ressentir et de penser, jouant ainsi un rôle normatif. Si dans certains de ces espaces, l'individu est défini comme porteur d'une forme de vulnérabilité, d'inadaptation ou de transgression de l'ordre social, où lui-même se ressent ainsi, tant des mobilisations collectives que des inflexions politiques ont cherché et cherchent encore à faire de ces espaces des lieux d'émancipation.

Dans cette perspective, rares sont les productions scientifiques permettant d'envisager les mutations en cours d'une manière transversale qu'il s'agisse de la circulation des idées, des normes, des savoirs et des pratiques. La perspective adoptée par cette journée – interdisciplinaire, tout en prenant en compte une diversité d'objets et d'échelles - a pour ambition de saisir la transversalité, l'interconnexion et la plasticité de ces espaces, que l'on peut concevoir comme étant toujours en devenir. Ainsi, cette journée d'étude vise à faire émerger une première réflexion sur les enjeux relatifs à des champs peu étudiés les uns par rapport aux autres.

En ce sens, les communications pourront porter sur une diversité de champs et de terrains tels que l'école, les secteurs médico-social, socio-éducatif, réadaptatif, sanitaire ou psychiatrique, les mobilisations autour des politiques migratoires, ainsi que sur le système pénitentiaire, le

monde du sport, de l'art, de la culture ou celui des loisirs. Afin de favoriser l'interdisciplinarité et une approche transversale, les propositions de communication pourront s'inscrire dans l'un des axes suivants (ou dans plusieurs d'entre eux, sans exclure des propositions traitant d'une problématique inédite) :

- **L'expérience**

D'une manière générale, l'expérience individuelle se joue en premier lieu à travers le corps, et notamment les sensations, les émotions et les dimensions affectives ou cognitives. Elle implique donc un travail sur le rapport à soi. Ainsi, les dimensions personnelles sont l'un des enjeux des espaces (trans)formatifs qui tendent à modifier l'individu notamment à travers une reconfiguration des émotions, des affects et des dimensions morales. Cette expérience se joue *via* les interactions avec les pairs, les professionnel.le.s de l'intervention et l'environnement immédiat. En ce sens, les propositions de communication pourront porter plus particulièrement sur les dimensions corporelles, praxiques, interactionnelles des processus se jouant dans ces espaces. A titre d'exemples, cet axe invite à appréhender les positions adoptées par les destinataires, le sens qu'ils et elles donnent aux événements, situations et personnes ainsi que leurs manières de s'accommoder des différentes injonctions ou assignations vécues dans ces espaces. On pourra aussi chercher à décrire les effets réciproques des actions et des représentations des publics et des professionnel.le.s qui définissent et font l'expérience de ces espaces dans le cadre des interactions sociales.

- **Les processus**

L'idée du processus implique la notion de mouvement, celui qui lie l'individuel au collectif et suppose d'interroger aussi bien les dimensions corporelles et sociales que les lieux et les temporalités. La temporalité en appelle ainsi à l'historicité de l'individu inscrit dans son environnement, en particulier dans ses relations au sein des groupes auxquels il appartient, tout autant qu'à l'historicité de ces mêmes groupes. Ainsi, l'intervention professionnelle interroge souvent les origines de l'individu dont elle a la charge, de son contexte d'évolutions et les vecteurs de son changement. Cet axe invite à s'interroger, par exemple, sur les dimensions processuelles des dispositifs mis en œuvre, sur les objectifs visés par les différents champs et métiers d'intervention, ainsi que sur le rôle joué par l'individu lui-même tant dans un processus de subjectivation que dans la construction des espaces (trans)formatifs auxquels il participe.

- **Les institutions**

La notion d'institution renvoie généralement à la fois à des établissements réels et à leur fonction symbolique. Dans le cadre de cet appel, nous entendrons par institutions les ensembles constitués d'établissements ou de collectifs permettant de faire le lien entre l'échelle individuelle et ensemble de la « société ». Ainsi, les institutions envisagées ici sont avant tout des lieux de vie sociale régis par un ensemble de règles, de normes, de valeurs ou de pratiques contraignant les acteurs et actrices. Questionner les institutions dans la perspective que nous prenons ici revient donc à interroger, d'une part, la manière dont les institutions ont pu s'établir, mais aussi comment expériences individuelles et mobilisations sociopolitiques ont changé les enjeux et donc les règles qui concourent à la construction des différentes institutions, ayant pour enjeu la formation ou la transformation. Autrement dit, quels sont les enjeux d'hier et d'aujourd'hui dans les institutions dont la fonction est de favoriser socialisation et affiliation sociale ? En quoi les changements survenus impactent-ils les métiers et la vie des professionnel.le.s ? Comment s'articulent les objectifs donnés aux institutions par les politiques

publiques avec la manière dont les professionnel.le.s intervenant au sein de ces espaces conçoivent leur métier ? Enfin, quelles sont les marges de manœuvre des actrices et acteurs – professionnel.le.s et « usager.e.s », dans des lieux où l'un des enjeux est à la fois de respecter des normes et d'en fabriquer de nouvelles ?

- **Les politiques publiques**

La question des politiques publiques vient interroger les dimensions relatives à la transmission des valeurs et des normes, non seulement au niveau national, mais aussi à une échelle internationale, voire transnationale. En effet, aujourd'hui, de nombreuses questions relatives à la pauvreté, à l'exclusion ou encore à la santé se construisent à partir de conventions internationales, signées par de nombreux pays. Dans le même temps, ces politiques publiques, à l'échelle nationale, ne tendent pas nécessairement à s'uniformiser. Ainsi, comment les politiques publiques concernant ces espaces prennent-elles forme ? De quelle(s) manière(s) les différentes appropriations nationales et locales viennent-elles changer le sens des discours politiques ou médiatiques ? Comment les différent.e.s actrices et acteurs concernés investissent-ils et investissent-elles le périmètre tracé par les dispositions législatives, infléchissant ainsi la mise en œuvre de l'action publique sur le terrain ? A ce titre, quel(s) rôle(s) jou(ent) les scientifiques, les médias, les associations dans de tels contextes ? Par ailleurs, comment et sur quelle base ces diverses politiques, acteurs et actrices définissent et segmentent-ils les publics ciblés ?

Modalités pratiques d'organisation

Nous invitons les collègues à nous faire des propositions (400 mots au maximum) avant le 8 avril 2018 dernier délai à l'adresse suivante : espaces.trans.formatifs@gmail.com

Chaque proposition fera l'objet d'un accusé de réception et la décision d'acceptation du comité d'organisation parviendra à l'intéressé.e au plus tard le 20 avril.

Les frais de déplacement et de séjour sont à charge des personnes proposant une contribution (des informations sur les possibilités d'hébergement seront communiquées sur demande). Un certificat de participation sera délivré à quiconque en fera la demande.

Comité d'organisation & scientifique

Géraldine Canet, Docteure en Art-thérapies, Laboratoire TEC (EA 3625), Université SPC Paris Descartes)

Jean-Marc Glénat, Formateur IFME, Doctorant en sociologie, Grhapes (EA 7287), INS HEA, Université Paris Lumières

Martial Meziani (coordination), Sociologue, Chercheur associé au Grhapes (EA 7287), INS HEA, Université Paris Lumières

Girish Muzumdar, Doctorant en sociologie, LISE (UMR 3320), CNAM, CNRS

Monika Piecek, Chargée de recherche à la Haute école de travail social et de la santé (EESP, Lausanne), Doctorante à l'Institut des Études genre de l'Université de Genève

Adrien Primerano, Doctorant en sociologie, IRIS (UMR 8156), EHESS

Julie Varlet, Chargée d'enseignement, doctorante en sociologie, Université d'Artois,
Laboratoire Lille Economie Management (UMR 9221), CNRS

Yana Zdravkova, Doctorante en sociologie, LISE (UMR 3320), CNAM, CNRS, Chercheuse
associée au Grhapes (EA 7287), INS HEA, Université Paris Lumières